

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 10 000 000 euros  
Siège social : 12 place des Etats-Unis, 92127 Montrouge cedex  
493 582 571 R.C.S. Nanterre

*Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle le 12 mai 2024*

**I – Etats-financiers (en euros) au 31/12/2024 : Bilan, Hors-bilan, Compte de résultat, Tableau des flux de trésorerie**

Annexe	Bilan actif (en Euros)	Poste CB	31/12/2024	31/12/2023
<b>2.1.1</b>	Caisse, banques centrales, C.C.P.	010	393	393
	Effets publics & valeurs assimilées	020	0	0
<b>2.1.2</b>	Créances sur les établissements de crédit	030	4 558 007 529	4 017 430 981
	Créances sur la clientèle	040	0	0
	Affacturage	050	0	0
	Obligations & autres titres à revenu fixe	060	0	0
	Actions & autres titres à revenu variable	070	0	0
	Participations et autres titres détenus à long terme	091	0	0
	Parts dans les entreprises liées	100	0	0
	Crédit-bail et location avec option d'achat	110	0	0
	Location simple	120	0	0
	Immobilisations incorporelles	130	0	0
	Immobilisations corporelles	140	0	0
	Capital souscrit non versé	150	0	0
	Actions propres	160	0	0
<b>2.2.1</b>	Autres actifs	170	868 665	782 579
<b>2.2.1</b>	Comptes de régularisation	180	15 702 876	15 426 419
	<b>Total de l'actif</b>	<b>L98</b>	<b>4 574 579 464</b>	<b>4 033 640 372</b>

Annexe	Bilan passif (en Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Banques centrales, C.C.P.	0	0
<b>2.1.3</b>	Dettes envers les établissements de crédit	34 057 961	0
	Opérations avec la clientèle	0	0
<b>2.1.4</b>	Dettes représentées par un titre	4 523 332 538	4 015 031 080
<b>2.2.2</b>	Autres passifs	157 908	139 530
<b>2.2.2</b>	Comptes de régularisation	5 699 134	7 204 338
	Provisions	0	0
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
<b>10</b>	Capitaux propres hors FRBG (+/-)	11 331 924	11 265 424
	Capital souscrit	10 000 000	10 000 000
	Primes d'émission	0	0
	Réserves	98 892	82 913
	Ecart de réévaluation	0	0
	Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
	Report à nouveau (+/-)	866 533	862 937
	Résultat en instance d'affectation (+/-)	0	0
	Résultat de l'exercice (+/-)	366 500	319 575
	<b>Total du passif</b>	<b>4 574 579 464</b>	<b>4 033 640 372</b>

	Hors bilan (en Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement			
Engagements de garantie		6 604 992 705	
Autres engagements			6 338 267 659

**Compte de résultat**  
(en Euros)

Annexe	Compte de résultat (en Euros)	31/12/2024	31/12/2023
--------	-------------------------------	------------	------------

<b>3.1.1</b>	+ Intérêts & produits assimilés	43 844 571	44 924 529
<b>3.1.2</b>	- Intérêts & charges assimilées	-41 931 998	-43 698 064
	+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
<b>3.1.3</b>	+ Commissions (produits)	1 638 852	2 011 308
<b>3.1.3</b>	- Commissions (charges)	-10 926	-6 196
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de négociation	0	0
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de placement	0	0
	+ Autres produits d'exploitation bancaire	21 940	0
<b>3.1.4</b>	- Autres charges d'exploitation bancaire	-1 544 270	-1 432 926
	<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 018 169</b>	<b>1 798 650</b>
<b>3.2.1</b>	- Charges générales d'exploitation	-1 527 981	-1 370 265
	- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations	0	0
	<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>490 189</b>	<b>428 385</b>
	+/- Coût du risque	0	0
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>490 189</b>	<b>428 385</b>
	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
	<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>490 189</b>	<b>428 385</b>
	+/- Résultat exceptionnel	0	0
	- Impôt sur les bénéfices	-123 689	-108 810
	+/- Dotations / reprises du FRBG et des provisions règlementées	0	0
	<b>Résultat net</b>	<b>366 500</b>	<b>319 575</b>

Tableau des flux de trésorerie (en Euros)		31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>490 189</b>	<b>428 385</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dépréciation des écarts d'acquisition			
Dotations nettes aux dépréciations			
Quote-parts de résultat liées aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement			
Produits/charges des activités de financement		43 038 112	32 796 309
Autres mouvements		-1 559 194	-1 397 215
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>		<b>41 478 917</b>	<b>31 399 094</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-470 973 874	-514 881 147
Flux liés aux opérations avec la clientèle			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers			
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		1 931	-204 349
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés		-194 896	-28 346
<b>Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>-471 166 839</b>	<b>-515 113 843</b>
<b>Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (a)</b>		<b>-429 197 733</b>	<b>-483 286 364</b>
<b>Flux liés aux participations</b>			
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>			
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)</b>			
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>		<b>-300 000</b>	<b>-63 000</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>463 492 500</b>	<b>-533 597 500</b>
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)</b>		<b>463 192 500</b>	<b>-533 660 500</b>
<b>Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>		<b>33 994 767</b>	<b>-1 016 946 864</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		<b>10 810 442</b>	<b>1 027 757 306</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		393	396
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		10 810 049	10 756 910
Solde net des comptes, dépôt à vue autre établissement		0	1 017 000 000
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>44 805 209</b>	<b>10 810 442</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		393	393
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		10 804 816	10 810 049
Solde net des comptes, dépôt à vue autre établissement		34 000 000	0
<b>Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie</b>		<b>33 994 767</b>	<b>-1 016 946 864</b>

## II – Affectation de résultat 2024

L'Assemblée générale a décidé d'affecter et répartir le bénéfice distribuable comme suit :

• Bénéfice net de l'exercice :	366.499,81 €
• Report à nouveau bénéficiaire antérieurement dégagé :	866.532,70 €
• Résultat distribuable de :	1.233.032,51 €
A affecter de la façon suivante :	

Dotation à la réserve légale :	18.324,99 €
Distribution d'un dividende net de 0.34 € par action pour 1 million d'actions composant le capital social au 31 décembre 2024	340.000 €
Report à nouveau bénéficiaire après affectation du résultat :	874.707,52 €

### Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'au cours des trois exercices précédents, Crédit Agricole Public Sector SCF a procédé aux distributions de dividendes suivantes :

- Au titre de l'exercice 2021, versement d'un dividende de 48 000 €.
- Au titre de l'exercice 2022, versement d'un dividende de 63.000 €
- Au titre de l'exercice 2023, versement d'un dividende de 300.000 €

### III – Annexes

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF (CAPS SCF) est une société anonyme agréée établissement de crédit spécialisé – société de crédit foncier depuis septembre 2011. Elle est régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et est soumise à la réglementation bancaire.

Depuis le 1er janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital requirements regulation ».

L'activité principale de la société est l'émission d'obligations foncières bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.513-11 du code monétaire et financier, sur les marchés, aux fins d'opérations de financement, de refinancement ou d'octroi de crédits.

### A – Evènements significatifs relatifs à l'exercice

#### 1-Evènements de la période

Au 12 janvier 2024, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 18 millions d'euros. Cette avance a été remboursée en date du 15 juillet 2024.

Au 14 juin 2024, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a réalisé une nouvelle émission pour un montant de 500 millions d'euros.

Au 13 décembre 2024, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 34 millions d'euros. Cette avance a été replacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA.

#### 2. Evènements postérieurs à l'exercice

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Une nouvelle émission de 500 millions d'euros, d'une durée de 4,5 années a été lancée le 15 janvier 2025. La date de règlement est au 24 janvier 2025 et la date de maturité est au 24 juillet 2029.

L'avance de trésorerie de 34 millions d'euros devrait être remboursée le 14 juillet 2025.

Afin de poursuivre sa participation au refinancement du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole Public Sector SCF pourra, en fonction de l'évolution des conditions de marché, réaliser de nouvelles émissions à hauteur de l'enveloppe autorisée trimestrielle et plafond annuel.

### B – Principes et Méthodes comptables

Les états financiers de crédit agricole public sector SCF sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA.

La présentation des états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

#### 1. Présentation des comptes

##### 1.1 Créances et dettes

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé en utilisant des systèmes de notation externes et/ou internes qui permettent d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

### 1.2 Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité. Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### 1.3 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique : « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er Janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;

- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er Janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission. CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « commission (charges) ».

### 1.4 Provisions

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers. Aucune provision n'est constatée à ce jour dans les comptes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

### 1.5 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

### 1.6 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF. CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a pas constaté de charge ou de produit exceptionnel au 31 décembre 2024.

### 1.7 Impôts sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,30%. CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale ; elle est entrée dans le groupe le 1 janvier 2007. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

## 2. Information sur les postes du bilan

### 2.1 Activité principale

#### 2.1.1 Caisses, banques centrales

	31/12/2024	31/12/2023
Compte Banque de France	393	393
Principal	393	393
<b>Total</b>	<b>393</b>	<b>393</b>

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a ouvert un compte de numéraire et de réserves obligatoires auprès de la Banque de France le 07 octobre 2014.

**2.1.2 Créances sur les établissements de crédit**

Les créances à terme sont des prêts accordés à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'activité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et prêts :	10 804 816	533 701 867	2 999 112 734	990 971 364	4 534 590 781	23 416 748	4 558 007 529	4 017 430 981
à vue	10 804 816	0	0	0	10 804 816	27 150	10 831 966	10 844 552
à terme	0	533 701 867	2 999 112 734	990 971 364	4 523 785 965	23 389 598	4 547 175 563	4 006 586 429
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>10 804 816</b>	<b>533 701 867</b>	<b>2 999 112 734</b>	<b>990 971 364</b>	<b>4 534 590 781</b>	<b>23 416 748</b>	<b>4 558 007 529</b>	<b>4 017 430 981</b>
Dépréciations	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Valeurs nettes au bilan</b>							<b>4 558 007 529</b>	<b>4 017 430 981</b>

Ces créances sont enregistrées en principal, augmentées des surcotes et diminuées des décotes nettes d'amortissements. En application du règlement 2014-07, les commissions d'octroi de crédit sont comptabilisées avec les créances sur établissements de crédit et ventilées selon la durée des prêts auxquels elles se rattachent.

Au 31 décembre 2024, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a constaté aucune dépréciation de ses créances.

**2.1.3 Dettes envers les établissements de crédit**

Analyse par durée résiduelle	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers établissements de crédit	0	34 000 000	0	0	34 000 000	57 961	34 057 961	0
<b>Valeur au bilan</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>34 000 000</b>	<b>57 961</b>	<b>34 057 961</b>	<b>0</b>

**2.1.4 Dettes représentées par un titre**

Analyse par durée résiduelle	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires	0	500 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	4 500 000 000	23 332 538	4 523 332 538	4 015 031 080
<b>Valeur au bilan</b>			<b>3 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>4 500 000 000</b>	<b>23 332 538</b>	<b>4 523 332 538</b>	<b>4 015 031 080</b>

**Emprunts obligatoires (contre valeur €)**

Analyse par durée résiduelle	31/12/2024				31/12/2023
	≤1an	>1an ≤5 ans	>5ans	Encours	Encours
<b>Euro</b>	<b>500 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>4 500 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>
Taux fixe	500 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	4 500 000 000	4 000 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Autres devises de l'Union Européenne</b>	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Dollar</b>	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Total principal</b>	<b>500 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>4 500 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>
Taux fixe	500 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	4 500 000 000	4 000 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Dettes rattachées</b>				<b>23 332 538</b>	<b>15 031 080</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>500 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>4 523 332 538</b>	<b>4 015 031 080</b>

**2.1.5 Participations et autres titres détenus à long terme**

Ce poste représente les certificats d'associés et la contributions aux mécanismes de garantie des titres et des cautions

**2.2 Autres comptes de bilan****2.2.1 Comptes de régularisation et actifs divers**

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs</b>	<b>868 665</b>	<b>782 579</b>
Dépôt FRU	759 855	759 855
Acomptes Impôts sur les stés (Intégrat. Fiscale)	108 810	22 724

<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>15 702 876</b>	<b>15 426 419</b>
Primes d'émission des titres à revenu fixe	10 236 647	9 667 954
Frais d'émission des emprunts	5 466 230	5 758 465
Charges Constatées d'av. Divers Fonctionnement	0	0
Produits à recevoir Divers Fonctionnement	0	0
<b>Total</b>	<b>16 571 542</b>	<b>16 208 999</b>

**2.2.2 Comptes de régularisation et passifs divers**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>157 908</b>	<b>139 530</b>
Impôts et taxes	156 340	139 530
CVAE	208	1 849
C3S	32 345	28 778
CFE	0	0
Charges d'IS - Crédit Agricole S.A.	123 689	108 810
FGDR	0	0
TVA Autoliquidé	0	0
TVA Exigible	98	93
Fournisseurs	0	0
Autres créiteurs divers	1 568	0
Dividendes à payer	0	0
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>5 699 134</b>	<b>7 204 338</b>
Prime d'émission / surcote	5 516 172	7 010 561
Services extérieurs	7 347	7 819
Charges diverses s/Opérations s/titres	23 731	16 885
Contributions réglementaires	1 000	0
Honoraires	149 766	167 862
Charges diverses d'exploitation bancaire	180	180
Impôts et taxes	937	1 031
<b>Total</b>	<b>5 857 041</b>	<b>7 343 868</b>

**3. Information sur le compte de résultat****3 - 1 Produit net bancaire****3.1.1 Intérêts et produits assimilés**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	43 844 571	44 924 529
Comptes ordinaires	741 687	352 144
Comptes à vue	0	11 766 944
Comptes à terme	43 102 884	32 803 467
Produit divers exploitation bancaire		1 974
<b>Total</b>	<b>43 844 571</b>	<b>44 924 529</b>

**3.1.2 Intérêts et charges assimilées**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-436 122	-12 333 063
Sur dettes représentées par des titres	-41 495 877	-31 365 001
<b>Total</b>	<b>-41 931 998</b>	<b>-43 698 064</b>

Les intérêts débiteurs positifs sur les comptes ordinaires résultent du taux d'intérêt ESTER positif.

**3.1.3 Commissions**

Dans ce poste, figurent en produits les commissions relatives aux prêts accordés à Crédit Agricole S.A. :

- Commissions de gestion de financement pour 1 638 852 € au 31/12/2024 contre 2 011 308 € au 31/12/2023

Figurent en charges, pour un total de 10 926 € au 31/12/2024 contre 6 196 € au 31/12/2023, les commissions sur titres émis :

- Frais de teneur de titres et d'agent payeur.

**3.1.4 Autres charges d'exploitation bancaire**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Amortissements des frais d'émission des emprunts	-1 542 235	-1 431 308
Frais de gestion des comptes bancaires	-2 035	-1 618
<b>Total</b>	<b>-1 544 270</b>	<b>-1 432 926</b>

Dans ce poste, figurent, en charges, les commissions de placement relatives aux émissions d'emprunts obligataires.

### 3.2 Charges d'exploitation

#### 3.2.1 Charges générales d'exploitation

	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	-36 174	-32 717
Honoraires	-882 336	-834 051
Redevances	-73	-69
Services extérieurs : refacturation Crédit Agricole S.A.	-587 142	-480 892
Contributions réglementaires	-6 000	-6 000
Services extérieurs	-16 256	-16 535
Autres Produits et charges d'exploitation non bancaires	-0	-0
<b>Total</b>	<b>-1 527 981</b>	<b>-1 370 265</b>

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne provisionne pas la contribution sociale car son impôt sur les sociétés est inférieur à l'abattement qui s'applique à cette contribution.

#### 3.2.2 Frais de personnel

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'emploie pas de personnel.

### 4. Actifs reçus en garantie

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF reçoit des créances de Crédit Agricole SA en garantie des prêts qui lui sont accordés.

Ces engagements ont été classés à tort dans la rubrique « Autres engagements » au 31/12/2023 et auraient dû être classés en totalité en engagements reçus dans le poste « Engagement de garantie », soit pour 6 338 267 659 EUR.

Au 31/12/2024, le poste « Engagements de garantie » s'élève à 6 604 992 705 EUR.

### 5. Tableau des filiales et participations

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne possède ni filiale ni participation.

### 6. Consolidation

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est consolidée par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. En conséquence, l'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans le document de référence du Groupe Crédit Agricole SA.

### 7. Rémunérations des organes d'administration et de direction

Les membres des organes d'administration et de direction ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions dans la société.

Aucune avance, ni crédit, n'ont été consentis à ceux-ci au 31 décembre 2024.

### 8. Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

### 9. Eléments concernant les entreprises liées

Bilan	Désignation de l'entité liée	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
<b>Actif</b>			
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	4 547 175 563	4 006 586 429
Créances sur les établissements de crédit	CACIB	10 831 966	10 844 552
Autres Actifs	Crédit Agricole S.A.	108 810	22 724
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	-	-
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	-	-
Compte de régularisation	CACIB	2 497	6 867
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	34 057 961	-
Dettes représentées par un titre	CACIB	364 540	1 613 598
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	1 568	-
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	21 181	14 335
Compte de régularisation	CACIB	180	180
Autres Passifs	Crédit Agricole S.A.	123 689	108 810
<b>Compte de résultat</b>	<b>Désignation de l'entité liée</b>	<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>Solde au 31/12/2023</b>
<b>Charges</b>			
Charges bancaires	Crédit Agricole S.A.	436 122	12 333 221
Charges bancaires	CACIB	5 384	11 600
Commission	CACEIS Corporate Trust	6 846	2 626
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole S.A.	587 142	480 892



Impôt sur les bénéfices	Crédit Agricole S.A.	123 689	108 810
<b>Produits</b>			
Commissions s/comptes et prêts	Crédit Agricole S.A.	1 638 852	2 011 308
Commission	CACEIS Corporate Trust	-	-
Produits bancaires	Crédit Agricole S.A.	43 102 884	44 570 412
Produits bancaires	CACIB	751 681	352 144
Produit à recevoir	Crédit Agricole S.A.	-	-
<b>Hors-bilan</b>	<b>Désignation de l'entité liée</b>	<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>Solde au 31/12/2023</b>
<b>Hors Bilan</b>			
Autres valeurs reçues en garantie	Crédit Agricole SA	6 604 992 705	6 338 267 659

#### 10 . Variation des capitaux propres

	Capital	Primes et réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 Décembre 2022</b>	<b>10 000 000</b>	<b>79 537</b>	<b>861 789</b>	<b>0</b>	<b>67 524</b>	<b>11 008 850</b>
Dividendes versés au titre de 2022					-63 000	-63 000
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2022		3 376	1 148		-4 524	0
Résultat au 31/12/2022					319 575	319 575
Autres variations						0
<b>Solde au 31 Décembre 2023</b>	<b>10 000 000</b>	<b>82 913</b>	<b>862 937</b>	<b>0</b>	<b>319 575</b>	<b>11 265 424</b>
Dividendes versés au titre de 2023					-300 000	-300 000
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2023		15 979	3 596		-19 575	0
<b>Résultat au 31/12/2024</b>					<b>366 500</b>	<b>366 500</b>
Autres variations						0
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>10 000 000</b>	<b>98 892</b>	<b>866 533</b>	<b>0</b>	<b>366 500</b>	<b>11 331 924</b>

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est détenue à 100% (moins 1 action) par Crédit agricole SA.  
Le capital social est fixé à 10 000 000€, divisé en 1 000 000 actions de 10€ entièrement libérées.

#### IV -- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels 2024

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale de la société Crédit Agricole Public Sector SCF,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Agricole Public Sector SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### **Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par l'entité dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Public Sector SCF par votre assemblée générale du 11 janvier 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 13 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la première année.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 28 mars 2025**

Les Commissaires aux comptes

**Forvis Mazars SA**

Jean LATORZEFF

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Bara NAIJA

**V -- Rapport de gestion**

Le rapport de gestion inclus dans le rapport financier de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est disponible sur le site internet du groupe Crédit Agricole :

Web address: [CA Public Sector SCF - Covered Bonds | Crédit Agricole](#)